



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 29/05/2020
Reçu en préfecture le 29/05/2020
Affiché le 29/05/2020
ID : 026-222600017-20200529-CONVSETAMA-CC

PLAN DÉPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

Année 2020

Convention relative aux actions :

- Aide matérielle et transport social
- Aide administrative liée au logement
- Point information recherche logement

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

L'ASSOCIATION SOLIDARITE ENTRAIDE TRICASTINE (SET), Espace Social, 38 avenue Général de Gaulle, 26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX, représentée par sa Présidente, dûment habilitée par son conseil d'administration, ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE

L'Association Solidarité et Entraide Tricastine a pour but de manifester une solidarité concrète et efficace par l'entraide, l'accueil d'urgence et temporaire des personnes en difficulté sociale sans distinction de race, de culture et de religion, faciliter l'insertion des personnes accueillies par les différents services d'entraide existants en créant un réseau de solidarité et d'entraide tricastine, gérer et assumer le fonctionnement des structures mises en place dans ce but.

« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques » Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant les actions :

- Aide matérielle et transport social
- Aide administrative liée au logement
- Point information recherche logement

Article 2 : Obligations de l'Association

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, l'Association mènera les actions suivantes :

1/ Aide matérielle et transport social consistant principalement à aider matériellement des ménages pendant leur déménagement et leur installation dans un logement.

L'Association s'engage à récupérer auprès de donateurs des biens mobiliers, à les stocker et à les mettre à disposition de personnes nécessiteuses.

L'Association s'engage à la demande des partenaires sociaux ou des familles, après évaluation, à venir en aide aux ménages dans l'organisation logistique et le transport de leur déménagement. Le démontage, l'emballage et la manutention restant à la charge du ménage.

Cette action concernera un minimum **de 60 personnes**. Elle s'adresse principalement aux personnes accédant à un premier logement ou en rupture, à des personnes accompagnées par un travailleur social dont le projet de relogement et d'installation nécessite un accompagnement spécifique, à des personnes souffrant de problèmes physiques ou psychiques ou d'isolement, à des personnes démunies.

2/ Aides administratives liées au logement consistant à apporter une aide administrative principalement liée au logement et proposer un soutien financier nécessaire à l'accès ou au maintien dans le logement.

- une aide personnalisée administrative : demandes indispensables pour l'accès et le maintien dans un logement (fichier mal logé, demande de logement, Locapass®, CAF, MSA, déclarations de ressources.) ;
- une avance financière pour les ménages ayant bénéficié d'une aide au FULH accès lorsque le propriétaire ne veut pas attendre le versement par le département.
- L'examen de FULH accès pour les ménages ayant un projet de logement en dehors département.

Cette action concernera un minimum de 95 personnes, dont 15 personnes dans le cadre des FULH accès hors département.

3/ Point Information Recherche Logement destiné à développer l'autonomie et à mieux responsabiliser les personnes en difficultés sociales et favoriser l'accès au logement. L'Association s'engage à :

- Accueillir les ménages en recherche de logement dans des locaux à Saint-Paul-Trois-Châteaux
- Accompagner individuellement les personnes dans la recherche de logement et l'appropriation d'un projet de logement
- Permettre à chaque personne d'échanger, de dialoguer, de se sentir moins isolée dans son parcours de recherche de logement, par le biais d'une action collective,
- Enseigner au ménage les techniques transférables aux démarches d'insertion professionnelle (savoir se présenter, chercher) ou d'insertion (maîtrise d'un budget global).
- Mettre en place des rencontres collectives pour aborder des thématiques communes liées à une problématique logement.

L'association accompagnera environ 170 personnes en recherche de logement.

Pour ces actions :

L'Association s'engage à affecter un personnel qualifié et/ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite des actions mises en œuvre.

L'Association devra se coordonner avec l'adjoint logement du Pôle logement référent

L'Association devra faire apparaître l'intervention du Département dans toute action de communication relative aux actions. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

Article 3 : Obligation du Département

Pour l'exercice budgétaire 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Association les sommes maximales de :

- 1/ **1 300 euros** pour l'action aide matérielle et transport social
- 2/ **3 800 euros** pour l'action aide administrative liée au logement
- 3/ **6 000 euros** pour le point d'information recherche logement

Soit un total maximal de **11 100 €** en compensation de l'intégralité des actions.

Ce paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat-FULH, en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

Article 4 : Évaluation

L'Adjoint logement du Pôle logement référent est garant du suivi de l'exécution de la présente convention. Il est susceptible de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle de l'action. En cas de difficultés, il en réfère à sa hiérarchie.

L'Association s'engage à alerter les services départementaux susvisés dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'événements risquant de compromettre la bonne marche de l'action.

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

habitat@ladrome.fr et logement-dromeprovencale@ladrome.fr

- ⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet 2020**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec l'adjoint logement concerné.
- ⇒ **Documents bilan** à remettre après la fin de l'action et **au plus tard le 31 janvier 2021** Basé sur les fiches collectives d'évaluation, il devra comprendre :
 - Les modalités de fonctionnement des actions (horaires d'ouverture, localisation, moyens humains et matériels mis à disposition, etc.)
 - La typologie des ménages (provenance, ressources, origine géographique, composition familiale),
 - Une analyse de la progression des ménages par rapport aux objectifs définis.
 - Pour l'action « déménagement social », les éléments de bilan de cette action porteront sur :
 - Nombre de demandes, l'origine des demandes,
 - La typologie des familles, les difficultés spécifiques, l'évaluation des familles, le nombre de bénéficiaires de RSA et le nombre de jeunes de moins de 25 ans,
 - Les motifs d'intervention de l'association,

- Le nombre de déménagements effectués, leur kilométrage,
 - Le nombre de dons enregistrés, le nombre de sorties effectuées et leur objet, les kilométrages,
 - Les difficultés rencontrées.
- Pour l'action « aide administrative liée au logement », les éléments de bilan de cette action porteront sur :
 - Nombre de demandes, l'origine des demandes,
 - Nombre d'interventions
 - Nombre d'avances financières accès effectuées.
 - Nombre de FULH accès hors département instruits
 - Pour le point information recherche logement :
 - Les modalités de fonctionnement des actions (horaires d'ouverture, localisation, moyens humains et matériels mis à disposition, etc.),
 - Nombre et typologie des ménages,
 - Une analyse de la progression des ménages par rapport aux objectifs définis,
 - État des dépenses engagées.
- ⇒ **Documents bilan** à remettre au **plus tard le 30 juin 2021** :
- Un **résultat analytique des charges et des produits pour chacune de ces actions**,
 - Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGPD (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 7 : Révision - Résiliation - Litige

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.